



Pauvres vieux !

Conférence-débat, 12 février 2026. Vieillir mal logé.e ou sans chez-soi : quand la précarité malmène nos ainé.es.

Février 2026 a été l'occasion, pour le RBDH, d'organiser une matinée d'échanges sur les problématiques entrecroisées et particulièrement sensibles du vieillissement et de la précarité, notamment des conditions de logement, en écho aux deux études menées en 2024 et 2025 par notre association, sur le mal logement et la privation de logement chez les sénior.es bruxellois.es.

La demi-journée comptait au moins trois objectifs. Faire progresser et partager la connaissance sur cette double problématique avec des professionnel.les du social, et des ainé.es, grâce à leurs témoignages singulièrement. Dégager des perspectives pour un relogement ou un hébergement digne des personnes vieillissantes et âgées précaires. Enfin, faire de l'événement, un lieu créateur de liens et de réseau pour mutualiser les ressources existantes et les bonnes pratiques.

Premier constat à relever, c'est la diversité des secteurs représentés parmi les 80 personnes de la salle. Nous avons réussi à toucher largement le réseau social/santé, en élargissant la communication au-delà de nos publics "habituels" : des acteur.rices du logement et du secteur de l'aide aux personnes sans chez-soi bien sûr, mais aussi des participant.es issu.es des sphères de la santé, de la santé mentale, de l'aide sociale générale (plusieurs CPAS présents), des services dédiés aux sénior.es, d'autres à la défense de leurs droits, ou encore des réseaux d'entraide de quartiers. De même, dans le panel d'intervenant.es, nous avons fait se croiser des personnes qui ne se connaissaient pas, malgré la proximité de leurs engagements et de leurs publics. Une tentative de maillage qui nous laisse à penser qu'un de nos objectifs au moins a été rencontré.

Des besoins criants, des politiques insuffisantes

Deuxième réflexion centrale qui ressort de cette matinée, c'est que le sanschez -soirisme des plus âgé.es ou leur précarité résidentielle, de même que le vieillissement (prématuré) des publics en situation de très grande précarité ou cumulant des difficultés (notamment de santé mentale) - qui posent des enjeux majeurs dans la prise en charge et l'accompagnement - font partie des impensés de l'action publique. Un participant a parlé d'angle mort de la politique du logement. On pourrait ajouter, de la politique communautaire de soins et d'aide aux personnes également. On regrettera la faible présence politique lors de l'échange d'ailleurs, une présence qui aurait pu permettre d'ouvrir un espace de dialogue et d'interpellation.



On manque de tout : de structures d'accueil inconditionnel et de lieux de vie adaptés aux fragilités physiques notamment, à la maladie, à la dépendance, de celles et ceux qui ont été particulièrement abimé.es par la vie et qui sont parfois trop jeunes (ou trop âgé.es !) ou qui ne cochent pas toutes les bonnes cases, pour envisager un accueil institutionnel. Des réalités soulevées entre autres, au travers de témoignages, par les travailleurs.ses du Samu social, la représentante de l'asbl DIOGENES ou celle de Senior Montessori, qui travaille à faciliter l'admission, l'accueil et la prise en charge des publics marginalisés en maison de repos.

On manque de solutions de relogement tout court, mais aussi de projets de logement qui soient en mesure d'intégrer les besoins spécifiques des plus âgées précaires. Une vigilance en matière de soins bien sûr, de lien social (la problématique de l'isolement social des ainé.es s'est invitée dans plusieurs interventions), mais aussi un accompagnement rapproché qui implique beaucoup de temps de travail pour les équipes, non reconnu comme essentiel par les mandataires régionaux.ales. On notera qu'il aura fallu 8 ans pour que le projet d'habitations sociales et solidaires pour sénior.es de Biloba à Schaerbeek obtienne le financement d'un poste de référent.e habitant.es, pour assurer de façon pérenne le suivi individuel et collectif.

Des connaissances à approfondir

Sur les publics sans chez-soi “âgés”, l’étude que nous avons menée en 2025 avait montré combien il était difficile d’estimer leur nombre et leurs trajectoires de vie. Sur ce point essentiel, la matinée aura permis de progresser, grâce aux apports et éclairages de la coordinatrice du dénombrement des personnes sans chez-soi de Bruss’help qui, pour l’occasion, s’est livré à un exercice d’extraction de données (du dénombrement)¹ pour les plus de 60 ans. Et bien que les résultats de ce travail, comme elle l’a d’ailleurs souligné, n’aient pas fait l’objet d’une validation scientifique et impose une certaine prudence méthodologique, il y a des éléments pertinents qui mériteraient, nous semble-t-il, d’être approfondis et confirmés.

Sur les lieux de vie où ont été recensés les plus de 60 ans se dégagent deux singularités par rapport à l’ensemble des personnes identifiées lors du dénombrement. D’une part, leur surreprésentation dans les structures de l’urgence sociale (type Samu social) et de l’hébergement chez des tiers qui témoigne peut-être, pour ce second point en tout cas, de solidarités sociales et/ou familiales renforcées envers les plus âgés et d’autre part, leur faible représentation dans les foyers d’hébergement (maisons d’accueil et logements de transit). Un résultat qui semble confirmer les propres constats de notre étude Vieillir sans chez soi et qui n’a de cesse de nous étonner. Il nous paraît tout à fait utile de confronter cette donnée aux pratiques de terrain.

Autre élément très intéressant, c’est la part des plus de 60 ans dans l’échantillon global, un peu moins de 10%. On entend que ce chiffre est à prendre avec précaution et au conditionnel, mais il ne doit pas être complètement à côté de son sujet. Il s’agirait de quelques centaines de personnes, pour lesquelles, il ne nous paraît donc pas irréaliste de dégager des solutions d’hébergement et/ou de logements qualitatifs à court terme.

La présentation de Bruss’help a livré d’autres observations préoccupantes, notamment la chronicité des parcours de sans-chez-soirime chez les plus de 60 ans ou l’irrégularité des séjours qui semblerait, pour cette dernière, être un marqueur prégnant qui nous avait échappé, et qui est en résonance avec l’intervention de DIOGENES.

Les recherches et exploitations autour du prochain dénombrement (2026 pour le recensement, 2027 pour la publication des résultats) prendront de nouveaux contours, avec une volonté affirmée de développer des focus thématiques sur des

¹Le recensement a lieu tous les deux ans. Il comporte un comptage nocturne et la récolte de données auprès des structures du secteur, la nuit du dénombrement et est complété par des enquêtes auprès de services sociaux (principalement des CPAS).

problématiques ou des publics spécifiques. On ne peut qu'encourager l'observatoire de Bruss'help à faire le choix des ainé.es, en repensant peut-être les catégories d'âge cibles, à l'aune du vieillissement précoce et accéléré sur lequel ont insisté nos invité.es. Le RBDH se tient prêt à collaborer à cette démarche de recherche.

Penser l'avenir dans un contexte politique difficile

Enfin, pour ce qui est des perspectives plus concrètes, un des trois objectifs du jour, il faut bien admettre qu'elles sont restées relativement discrètes. On a senti beaucoup de conviction et de détermination du côté de nos intervenant.es, mais aussi une certaine impuissance face à des situations pour lesquelles il n'existe aucune solution politique (acceptable) aujourd'hui. On pense notamment aux personnes âgées sans droits et sans revenus ou encore aux "incasables" évoqué.es plus haut. On a entendu des travailleurs.ses qui disent "bricoler", "improviser" pour défendre l'intégrité et la dignité des personnes. C'est très dur.

Il faut rappeler que le secteur social/santé a été fortement malmené pendant la crise politique des affaires courantes qui a conduit à des diminutions et/ou des pertes de budgets et donc aussi à des pertes d'emploi et à l'impossibilité de se projeter depuis 2024. Au moment où se déroulait notre réunion, les négociations régionales pour la formation d'un gouvernement aboutissaient. Rien ne dit que le budget régional apportera de bonnes nouvelles au secteur associatif et, pour celles et ceux qui dépendent des subsides de la COCOM ou de la COCOF, l'incertitude devrait encore se prolonger au moins jusqu'au mois de mai 2026 (aucun budget structurel jusqu'à là).



On terminera tout de même par quelques lignes de force :

- La nécessité d'ouvrir un débat politique, au niveau régional, sur cet enjeu de société qu'est le vieillissement dans la précarité ;
- Repenser l'ouverture des lieux d'hébergement et leur conditionnalité. L'idée d'un quota en maison de repos pour les personnes sans papiers, malades, fragiles et dépendantes a été évoquée par le samu social, mais d'autres ouvertures sont à trouver pour d'autres publics vulnérables ;

- Former les équipes dans les lieux de vie à la prise en charge des personnes vieillissantes avec des diagnostics complexes, plaidoyer porté par Infor-homes et senior Montessori notamment ;
- Soutenir des projets de logement durables pour les sénior.es, à l'image de la Maison Biloba (ou la maison des Griottes à Schaerbeek entre autres) qui fêtera ses 10 ans cette année et qui est source d'exemplarité ;
- Activer aussi le levier financier européen. Avec leur premier plan pour le logement adopté en décembre 2025, les commissaires européen.n.es affirment vouloir soutenir l'accès et le maintien au logement des groupes les plus vulnérables (dont les personnes sans logement, les personnes âgées, porteuses d'un handicap...). Les projets housing first, dont les résultats sont pérennes, sont réaffirmés comme solution.

Cette analyse est produite et publiée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, éducation permanente, et de la Région de Bruxelles-Capitale, insertion par le logement.

